



« Il n'y a jamais eu de société sans religion »

Bergson (*Les deux sources de la morale et de la religion*)

“La fonction du religieux” 2/3 ***(*)

Deuxième partie introductive

Pour suivre plus facilement, se reporter ou, mieux, imprimer ces 4 tableaux=>

T1-Schéma complet – **T2**-Les rapports politiques – **T3**-Graphe de la Civilisation – **T4**-Organigramme de la Civilisation

Avec notre [Avant-propos](#), nous n'avons pas terminé notre marche d'approche. Ces précautions et préliminaires sont, en effet, devenues nécessaires tant les esprits ont été conditionnés et le sens des mots dévoyé...

Les mots, nos maux

La question que nous posons revient à se demander quel est le rôle du *spirituel* et de ses applications *religieuses* – où de ce qui en tient lieu – dans chacune des trois strates existentielles: *temporelle, intellectuelle* et *spirituelle*... de nos trois domaines *politique, religieux et culturel*, que ce soit dans la sphère *intime, privée ou publique*. Pour cela il importe de savoir, d'abord, de quoi l'on parle, et quel sens donner aux mots.

La notion de *religion* ne se laisse pas si aisément circonscrire. L'étymologie elle-même se dérobe. Trois racines, en effet, se disputent la paternité du terme. La plus satisfaisante remonte au latin *religare*, relier. Quelques exégètes se disputent la racine de notre vocable et proposent deux autres origines: *religere*, relire avec soin, et *religio*: scrupule, engagement, obligation, ré-élire...

Prenons-les toutes trois... comme les membres d'une même famille, et reconnaissons que chacun de ces *cousins* met en évidence un aspect de la question.

Les religions et leurs succédanés

La nécessité de religion est un phénomène universel. « Il n'y a jamais eu de société sans religion » affirme tout de go Bergson. Il faut avoir la prétention infinie de notre intelligenza pour nier cette évidence. Conscients de ce qui les dépasse, les hommes ont – ont toujours eu, et auront toujours... – un sens inné du sacré et du divin qu'ils traduisent dans des religions... ou ce qu'ils mettent à leur place: croyances, idoles, idéologies. Que le sentiment religieux – spirituel, intemporel... comme on voudra – concerne aussi le culturel ne fait, par son universalité même, qu'en confirmer l'évidence.

Dans leur diversité historique et géographique, les religions se côtoient pour le meilleur et le pire. Structuré par des mythes, des croyances, des rites, des initiations, des institutions... le sentiment religieux se traduit par un grand nombre de façons... et son déni par un nombre non moins grand d'idoles, de substituts, et de succédanés idéologiques.

(Cf.: [Les religions et leurs substituts](#))



Qu'on l'appréhende sous l'aspect ethnologique, sociologique, psychologique, philosophique, théologique, historique... l'idée de *religion* fait partie des permanences de l'existential humain. Le déni de cette évidence, par sa force et son ampleur, prend des allures de preuve par l'absurde.

Qui peut croire que l'espèce humaine ne diffère de l'espèce animale que par leurs caractéristiques physiques et psychiques... qu'elle est apparue par hasard, ne va nulle part... et finira comme un déchet? Où trouvera-t-elle sa dignité? où placera-t-elle ses aspirations et ses amours? quels sens donnera-t-elle à sa vie, à sa fécondité en tout domaine... ? Les religions – ou ce qui en tient lieu – ne s'efforcent-elles pas de donner des réponses à ces questions ?

La religion, voilà l'ennemi !

Non seulement notre intelligentsia *laïcarde* – dont il sera question à la fin de cette introduction – nie le rôle bénéfique des religions qui méritent ce nom, mais elle déclare leur caractère néfaste... dans les relations *sociétales, politiques, communautaires* et intercommunautaires... et, dorénavant, internationales et planétaires... Il est donc devenu urgent de rappeler la nécessité et le caractère bienfaisant du sentiment religieux et des mises en pratique qui s'en suivent... afin d'établir ou de rétablir les conditions des rapports entre *le politique* et *le religieux*, ou de ce qui en tient lieu.

L'immense répercussion médiatique de l'élection du Pape François en mars dernier, vient, une fois encore, montrer que, même sous nos cieux, l'idée de religion est toujours présente... Il serait irresponsable de négliger, voire de nier, l'importance de ses incarnations et de sa dimension civilisationnelle, et donc de lui refuser la place qui lui revient...

Le sentiment religieux persiste malgré les efforts de ceux qui se targuent d'avoir mis la déesse Raison sur les autels de la modernité, d'avoir détrôné la *religion* et la foi y afférant, puis la *théologie* et même la *philosophie*, puisque cette dernière cède à son tour sa prééminence induite à la science... contraignant l'instinct religieux à se réfugier « sous le boisseau ».

Trois objections

Sur le chapitre antireligieux, et sans nous étendre sur ce point, il nous faut faire place nette des trois objections que l'on oppose le plus souvent à l'idée même de religion :

- *les religions, lorsqu'elles ne sont pas directement à l'origine des guerres, du moins les rendent-elles plus radicales et plus meurtrières.*

Cela se vérifie souvent... mais à condition d'ignorer que, dans ces cas, les religions sont instrumentalisées et ne gardent de *religion* que le nom. En effet, elles sont alors dénaturées et instrumentalisées par un esprit idéologique fauteur de guerres... et sont les premières victimes de cette récupération. Les religions qui n'œuvrent pas pour la paix sont, par définition, dévoyées et indignes de porter ce nom.

- *La deuxième objection consiste à affirmer que l'on peut fort bien vivre sans religion... comme les sociétés modernes le prouvent :*

Cette objection, fréquente, est aussi perverse et fallacieuse que la première... Car elle n'est vraie que dans la mesure où, là aussi, l'on se trompe de mot... car, alors, la religion est remplacée par une sagesse, une philosophie, des idoles ou un ersatz idéologique...

L'homme complet – tridimensionnel – pour s'élever au-dessus de la condition animale, doit satisfaire, au-delà de ses exigences *temporelles* et *intellectuelles*, à ses aspirations *spirituelles* et



religieuses. Et mieux vaut les satisfaire par un spirituel et des incarnations religieuses authentiques qui produisent la paix, que par des contrefaçons idéologiques qui conduisent, directement ou non, aux conflits et à la guerre.

- *La troisième objection est résumée dans l'affirmation « la religion est l'opium du peuple ».*

Or, nous avons largement payé pour savoir que ce sont les drogues de substitution, administrées par notre intelligentsia culturelle, qui créent une accoutumance et sont dangereuses et même délétères...

Ces prétendues désintoxications ne sont en réalité qu'un transfert de l'esprit spirituel et religieux vers des ersatz toxiques... voire mortifères. Ce sont les idoles, les idéologies et les croyances de substitution... qui sont le véritable opium des peuples.

Il est vrai que les religions elles-mêmes peuvent être ou devenir idéologiques – c'est-à-dire naître d'un *esprit propriétaire*, ou être considérées comme telles – il est alors, là aussi, abusif de leur donner le nom de religions.

Les attributions du religieux

L'universalité du sentiment religieux – ou de ses perversions – n'est pas à démontrer... tant elle est évidente. Cette généralité se traduit de manières très diverses à travers le temps et l'espace. Cf.: [Les religions et leurs substituts](#).

Connaître les principaux attributs des religions peut aussi contribuer à parfaire l'idée que nous nous en faisons. Prenons en exemple la religion des catholiques, que nous connaissons mieux, et qui en est la meilleure illustration. c.f. [Les Attributs de la religion catholique](#).

En deça de cette connaissance succincte, toute étude touchant au spirituel, au sacré, au religieux, voire au surnaturel et au divin... risquerait d'être simpliste, voire grossière, sur-

tout si l'on omet de considérer ses divers aspects: anthropologique, ethnologique, psychologique, sociologique, philosophique, théologique, mystique, politique, historique, scientifique, littéraire, poétique, artistique... qui débordent les limites de notre objectif...

Disons seulement que la difficulté ne consiste pas tant à collationner ces aspects, mais réside dans la prise en compte de la complexité des *combinaisons relationnelles* que ces domaines entretiennent... et cela à chacun de leurs trois niveaux *temporel, intellectuel et spirituel!*

Autant dire « mission impossible » pour celui qui voudrait réduire à une connaissance finie cet ensemble grouillant de liens de toutes natures... à moins que cette difficulté insurmontable conduise à la solution de facilité qui consiste à séparer radicalement ses constituants... autant dire à ôter son principe de vie à l'ensemble constitué! C'est ainsi que, plutôt que de faire face à la complexité de leurs rapports, on en est venu à séparer *le politique* et *le religieux*.

L'Église et l'État

Dans la grande encyclique qu'il a consacrée à la constitution chrétienne des États, "*Immortale Dei*", le pape Léon XIII reprend l'ensemble du problème: « *Dieu a donc divisé le Gouvernement du genre humain entre deux puissances: la puissance ecclésiastique [l'Église] et la puissance civile [l'État]; celle-là préposée aux choses divines [sacrées], celle-ci aux choses humaines [profanes]. Chacune d'elle en son genre est souveraine; chacune est renfermée dans des limites parfaitement déterminées et tracées en conformité de sa nature et de son but particulier. Il y a donc comme une sphère circonscrite dans laquelle chacune exerce son*



action “*jure proprio*”. Toutefois, leur autorité s’exerçant sur les mêmes sujets [personnes, familles communautés], il peut arriver qu’une seule et même [action] ressortisse de la juridiction et du jugement de l’une et de l’autre puissance... **Il est donc nécessaire qu’il y ait entre ces deux puissances un système bien ordonné de rapports, non sans analogie avec celui qui, dans l’homme, constitue l’union de l’âme et du corps**... Ainsi, tout ce qui, dans les choses humaines, est sacré à un titre quelconque, tout ce qui touche au salut des âmes et au culte de Dieu, soit par nature, soit par rapport à son but, tout cela est du ressort de l’autorité de l’Église. Quant aux autres choses qu’embrasse l’ordre civil et politique, il est juste qu’elles soient soumises à l’autorité civile [et politique]». ⁽¹⁾

Cet agencement des deux domaines *politique* et *religieux* reliés, remarquons-le, ne remplace pas mais couronne l’ordre des sociétés naturelles. Les individus, en effet, en devenant des personnes, entrent *naturellement* dans la zone privée familiale et, par là, dans les communautés qu’ils constituent, puis dans le périmètre public *politique* et *religieux*.

Il faut cependant remarquer que, en l’état, cet agencement du *politique* et du *religieux* n’a pas empêché – et a parfois même provoqué – des situations conflictuelles désastreuses... ce qui justifie la nécessité d’explicitier ce qui, « entre eux », constitue un « système de rapports ».

Il apparaît, en effet, nécessaire de préciser et de détailler cette disposition qui devrait aller de soi, mais n’est exposée ni dans le texte cité, ni ailleurs. Or, notre objectif est précisément de chercher ce qui pourrait constituer leur union – qui serait en « analogie avec ce qui constitue l’union de l’âme et du corps »... Tiers-terme que, pour *l’homme entier*, nous avons

(malgré la polysémie de ce terme) nommé “l’esprit” (Se reporter aux textes rassemblés sous l’onglet «[spéculations sur la personne](#)»). Puis, nous avons naturellement nommé « la culture » (dans un sens redéfini) le tiers-médiam de *la fonction civilisationnelle*, dont la présente réflexion est une partie.

Une disposition ternaire

Bien que cette explicitation soit l’objet de la troisième partie, il nous faut remarquer tout de suite que le principe de l’agencement *ternaire* de l’anthropologie, qui les fonde, implique une disposition *tripartite* de l’ensemble des fonctions humaines. Cette disposition est universelle; elle constitue le « PARadigme TERnaire** ».

Si, en effet, la nature humaine est le résultat de l’union d’un corps et d’une âme – cette nature n’est ni monolithique ni disjointe, moins encore duelle; elle n’est ni dans l’immédiateté ni dans la dispersion – ses deux éléments constitutifs doivent donc être unis par un moyen-terme qui – paradoxe ! – est issu des deux pôles que cet élément-tiers réunit...

Ces trois éléments constitutifs forment un tout cohérent : *une fonction* avec son *tenant* et son *aboutissant* réunis par une *métaxe***, une interface, un lien... Cet *intermédiaire*, nous le nommons *moyen ou tiers-terme*... et, ici – pour la fonction civilisationnelle –, “le culturel”. Cet agencement est déterminant, il permet de transformer les situations duelles et, par là conflictuelles en duos favorables à la concorde.

Nul ne peut contester raisonnablement la nécessité d’une correspondance entre la nature tripartite de l’homme et ses fonctions existentielles. C’est donc dans ce cadre, que les institutions *politiques* et *religieuses*, réunies par *le culturel*, ont pour tâche d’établir, à chacun de leurs trois niveaux (*temporel*, *intellectuel* et *spi-*



rituel), les conditions favorables aux relations *horizontales*... À l'échelon temporel du religieux, et spirituel du politique, cela ne va pas sans poser des problèmes de compatibilité, de partage, d'attribution des rôles et de prérogatives... qu'il reste à envisager.

« *Hors de l'État point de salut* »⁽²⁾

La nécessité de l'incarnation du *spirituel* et du *religieux* dans une religion (ou dans ce qui en tient lieu) et celle de leur entente avec *le politique* est en effet telle, qu'à vouloir séparer radicalement *l'Église* de *l'État* – la nature ayant horreur du vide – le risque inévitable est de voir *l'État* vouloir assumer le rôle des Églises... et, pour cela, sécréter une religion à sa convenance... c'est-à-dire idéologique... Concaténation qui devra supporter le caractère néfaste qui était attribué aux religions auxquelles elle se substitue. C'est ainsi que, l'heure n'étant plus à la *théocratie*, une *idéocratie* la remplace...

Si l'on considère ce que sont devenues les libertés dans les pays à régime totalitaire – dont cette appropriation du religieux est la marque – nous savons qu'il y a lourd à perdre au change. Le « *hors de l'État point de salut* », vaut bien son inverse... lorsque les religions deviennent totalitaires en voulant s'approprier le rôle des États! (Ce qui est le cas, non de la religion musulmane, mais de l'idéologie totalitaire de l'Islam)

Pour éviter ces deux situations mortifères, la distinction effective des pouvoirs *politique* et *religieux*, des domaines *temporel* et du *spirituel* est toujours bénéfique pour les libertés... et leur séparation absolue toujours délétère.

Afin d'éviter les deux périls qui guettent toute société: *l'émiettement* ou *le monolithisme*, tous deux issus de la discorde généralisée que nous connaissons... il est nécessaire – inscrit dans

l'ordre des choses – d'instaurer des *intermédiaires* dans l'espace synaptique** qui distingue les deux pôles de chaque fonction, et ensemble de fonctions. Pourquoi en serait-il autrement entre *l'Église* et *l'État*? C'est ce que nous avons montré dans l'étude sur la disposition civilisationnelle. (cf.: [T4-Organigramme de la Civilisation](#))

Ce refus de reconnaître la nécessité du spirituel et du religieux par le politique s'est cristallisé en un mot devenu magique: "la Laïcité" qui, en se radicalisant, est devenue le support de la pensée correcte et obligatoire – totalitaire – que nous subissons.

Laïcité ou laïcisme

Le mot (d'origine chrétienne !) "*laïcs*" fut d'abord la simple différenciation entre les protagonistes des deux domaines *religieux* et *politique*, afin de distinguer les *laïcs* des *clercs*, et plus généralement le *profane* et du *sacré*.

Ces deux pôles ayant été d'emblée disposés, non pas de pair et de front, mais verticalement, c'est-à-dire hiérarchiquement, les rivalités pour la domination d'un domaine sur l'autre – et par voie de conséquence de leurs protagonistes les uns sur les autres – ont infesté l'Histoire... qui est devenue celle de leurs affrontements.

C'est – voudrait-on faire croire – pour résoudre cette situation conflictuelle, que l'on cherche à séparer radicalement les deux domaines *politique* et *religieux* en supprimant leurs relations... ce qui revient à donner toute la place au politique... Situation qui a créé – crée et créera – des difficultés plus grandes encore. Car *le spirituel* est d'une telle nécessité que l'espace vacant est aussitôt rempli par des substituts: idoles, croyances, superstitions, idéologies.

Une généalogie de penseurs (Voltaire, Rousseau, Marx, Freud...⁽³⁾), se sont employés à jus-

tifier et à occuper ce vide... et nos idéologues n'y vont pas par quatre chemins :

« A la fin de son "*Contrat social*", remarque Danièle Masson dans une étude sur [la laïcité](#), Jean-Jacques Rousseau esquisse ce qu'elle devra être : « *Quiconque ose dire : hors de l'Église point de salut, doit être chassé de l'État ; à moins que l'État ne soit l'Église, et que le prince ne soit le pontife* » (*Le Contrat social*, Livre IV, chapitre 8).

Ce "prince-pontife" selon Rousseau nous ramène aux temps anciens de cette antiquité romaine qui servit de modèle aux révolutionnaires. Le culte de la Raison, puis de l'Être suprême, que Rousseau inspire, sont les prémisses de la déchristianisation. La disparition de la distinction de l'Église et de l'État – qui suppose leur relation – se fait nécessairement au profit d'une absorption de l'une par l'autre. Il est significatif que les auteurs de la *Constitution civile du clergé* n'aient pas songé à une *séparation* ni même une *distinction* des deux pouvoirs... ils ont, alors, préféré tenter directement d'intégrer l'Église *dans* l'État, en faisant du clergé un corps de fonctionnaires.

Est-il utile de rappeler que cette lignée d'apprentis sorciers a abouti aux abominations de leurs avatars, *communisme* en tête... L'humanité ne s'est pas encore débarrassée de ce substitut religieux, que celui-ci revient au galop sous des formes nouvelles qui viennent s'ajouter aux précédentes.

Remarquons que ces subversions du religieux destinées à justifier et à fonder leurs menées subversives, peuvent toutes être classées sous la bannière de « *l'esprit propriétaire* »... qui refuse toute antériorité, supériorité ou transcendance – ce qui est le propre de *l'esprit idéologique*.

Les trois laïcités

Lorsque la différenciation – parfois délicate – entre *séparation* et *distinction* devient absolue, la confusion s'installe, les amalgames s'instaurent, les substitutions s'opèrent... Au sein du laïcisme monolithique et radical que l'on nous impose, nous discernons trois degrés allant crescendo :

- Le premier – originel – reconnaît qu'il convient de *distinguer*, sans toutefois les cloisonner ni les séparer radicalement, les domaines *politique* et *religieux*... La difficulté étant d'instituer, voire d'institutionnaliser, dans l'espace qui les distingue, les liens (culturels) qui relient et animent ces deux pôles.
- Une autre conception – agnostique et areligieuse – de la laïcité se répand, et cherche à séparer, et à opposer ce qui est complémentaire, et ce faisant, à reléguer les manifestations du sentiment religieux dans la zone privée, et même, autant qu'il est possible, intime.
- La troisième laïcité, plus radicale encore – un laïcisme intégral... purement idéologique – combat toute velléité religieuse. Ce laïcisme absolutiste prétend remplacer le rôle du religieux par une idéologie *politico-religieuse* à leur convenance... On pense, d'une part, au *marxisme* et à ses avatars, et de l'autre à *l'islam* (dans la mesure où la religion musulmane n'est pas distinguée de l'idéologie politique de *l'islam* qui l'instrumentalise) cf. : [islam](#). Ce laïcisme, d'un athéisme fondamental, prosélyte et intolérant, dénie l'idée même d'une composante religieuse... jusque dans les têtes et les cœurs...

Il convient donc de résister au glissement du sens du mot *laïcité*, qui en arrive à faire de cette composante indispensable de toute société civile et politique un facteur déterminant de discordes conduisant inexorablement, redi-

sons-le ici, à la désintégration de la fonction civilisationnelle... et de ses trois éléments constitutifs : *le religieux* et *le politique* disposés de pair et de front, réunis par un *culturel*, paradoxalement issu de ces deux sources auxquelles il s'alimente.

Une laïcité positive !

Aux dernières nouvelles, la laïcité radicale, véritable *laïcité religieuse* – puisqu'elle tend à assumer, *le rôle que joua jadis la vie éternelle* – semble avoir trouvé un allié inattendu...

Passant allègrement de la *séparation* à l'*intégration*, Régis Debray pontifie : « *Il n'est pas question de mettre Dieu à l'école. Il ne doit même pas s'agir d'un enseignement de la culture religieuse, car la religion fait partie de la culture tout court* »... Faut-il comprendre que la culture religieuse doit être réduite à son historicité... et que les libertés qui l'accompagnaient ont vécu ?

Les religions proprement dites devront donc rester comme *mortes* à l'instar des langues de même qualificatif. La dialectique négative a fonctionné à merveille : culture laïque > contre < culture religieuse = égale culture tout court... c'est-à-dire laïque. Le qualificatif religieux, devenu obsolète – obscène – disparaît. Ainsi va l'Histoire à la 1984... que l'on nous fait !

Les religions entrent donc à l'école... aux côtés de l'ethnologie et de la paléontologie. On fera même une petite place à la religion de nos pères... sur les étagères des musées, aux côtés de Ra, Zeus et autre Jupiter !

Lorsque l'on enlève à la religion *le droit de Cité*, et que l'on confie le sacré au profane, les mystères à la science et la morale aux pouvoirs politico-culturel... le totalitarisme est déjà là.

Si ce diktat de la pensée obligatoire a pu en arriver là c'est aussi, redisons-le aussi, parce que les deux pôles *politique* et *religieux* ne sont pas convenablement agencés. Mais également, comme nous le disions également, que rien ne vient *relationner* ces deux pôles civilisationnels, et enfin que les trois strates *temporelle, intellectuelle et spirituelle* ne sont ni distinguées, ni prises en compte... trois paramètres que nous proposons dans le texte sur la «fonction civilisationnelle»

On attribue à André Malraux cette phrase : « *Le vingt-et-unième siècle sera religieux ou ne sera pas* ». Prenons cet aphorisme à notre compte, et affirmons qu'il appartient aux hommes de bonne volonté que soient établies *les conditions* nécessaires pour que ce siècle soit celui où le religieux retrouve et reprend sa place : non en position d'infériorité ou de supériorité, mais *de pair et de front*... parallèlement au politique. Et, pour unir et animer ces deux pôles civilisationnels, participons à l'établissement d'un culturel (redéfini) dans l'espace qui les distingue.

Après ces précautions et préambules, il nous reste la mise en place du religieux dans son excipiant naturel. C'est ce que nous tenterons dans la troisième partie.

Michel Masson

(1) lire les trois chapitres de l'étude de Jean-Marie Schmitz : "**Les rapports de l'Église et de l'État**" :

- ...[élaboration de la doctrine](#),
- ...[dans l'Histoire](#),
- ...[la théocratie pontificale](#).

(2) Que ceux que nos références à la religion catholique choquent se reportent au texte de P. Buisson sur la «*Métaphysique d'État*».

(3) Lire *Les Faux prophètes*, Yvan Blot, Édition Apopsis, 219 pages, 2013.

Aller à Suite et fin 3/3